

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2007-87

AVIS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 17 juillet 2007,
par Mme Sandrine MAZETIER, députée de Paris

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 17 juillet 2007, par Mme Sandrine MAZETIER, députée de Paris, de la verbalisation par un fonctionnaire de police et de l'enlèvement par la fourrière, le 20 décembre 2006, du véhicule de M. et Mme G., stationné sur un emplacement réservé aux personnes handicapées, alors que M. J.G. était détenteur d'un macaron lui permettant de stationner sur un tel emplacement.

Elle a entendu Mme A.G., épouse de M. J.G., décédé peu de temps après la saisine de la Commission.

> LES FAITS

Le 20 décembre 2006, M. et Mme G. se rendaient chez leur médecin, lorsqu'ils découvraient que leur véhicule n'était plus à l'emplacement où ils l'avaient garé : un emplacement réservé aux grands invalides civils – grands invalides de guerre (GIC-GIG). M. J.G. étant en invalidité depuis juin 2001, était en possession d'une carte de stationnement pour personnes handicapées valable jusqu'au 1^{er} février 2008.

Un commerçant leur indiquait qu'un fonctionnaire de police avait apposé une contravention sur leur véhicule et que la fourrière était passée pour enlever plusieurs véhicules.

M. et Mme G. se rendaient à la fourrière, où ils étaient reçus par une dame qui leur demandait de payer une contravention pour le stationnement illicite et pour la fourrière. M. et Mme G. refusaient de payer et expliquaient qu'ils étaient en possession d'un macaron les autorisant à stationner sur un emplacement réservé, et que ce macaron était systématiquement apposé sur leur pare-brise. Face au refus de l'employée de la fourrière de laisser M. et Mme G. récupérer leur véhicule sans rien payer, Mme A.G. était montée dans son véhicule et avait roulé jusqu'au portail. Un monsieur s'était alors présenté comme étant le responsable de la fourrière. Il avait adopté la même attitude que la personne à l'accueil. Mme A.G. présentait de nouveau le macaron, mais le responsable aurait rétorqué qu'il s'agissait d'une copie. Puis il avait indiqué qu'il appellerait la police. La situation devenant tendue, Mme A.G. avait fermé la vitre de son véhicule.

Deux policiers en uniforme étaient ensuite arrivés et avaient débloqué la situation. Ils avaient admis qu'une erreur avait été commise et que le véhicule de M. et Mme G. n'aurait pas dû être enlevé. M. et Mme G. étaient finalement repartis avec leur véhicule après avoir indiqué aux policiers qu'il avait été endommagé par la fourrière. Les policiers leur avaient conseillé de faire part de leurs observations à la préfecture et à l'Inspection générale des services (IGS), ce qu'ils firent par un courrier du 3 avril 2007.

Ayant quitté la fourrière sans document prouvant l'enlèvement de leur véhicule, M. et Mme G. y étaient retournés, à la demande de l'IGS, au mois de juin 2007. Ils avaient alors été surpris de constater sur la fiche d'enlèvement que leur véhicule était déjà endommagé au moment où il avait été enlevé. Ils contestaient fermement ce constat. Le 4 septembre 2007, Mme A.G. était contactée par téléphone par un fonctionnaire de police, qui recueillait sa déposition.

> AVIS

Concernant la verbalisation et l'enlèvement du véhicule pour stationnement illicite :

En vertu de l'article 1^{er} de la loi n°2000-494 du 6 juin 2000, la Commission nationale de déontologie de la sécurité est chargée « de veiller au respect de la déontologie par les personnes exerçant des activités de sécurité sur le territoire de la République » ; elle n'est pas compétente pour se prononcer sur la légalité d'un avis de contravention pour stationnement illicite, avis de contravention qui a motivé l'enlèvement par la fourrière.

Concernant l'attitude des personnels de la fourrière :

Le placement en fourrière n'est pas de la compétence des personnels de fourrière, qui réceptionnent et gardent les véhicules qui leur sont amenés sur décision d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire, conformément à l'article R.325-14 du Code de la route. Ils n'avaient pas compétence pour remettre en cause le bien-fondé de l'amende et de l'enlèvement.

Concernant l'attitude des fonctionnaires de police :

L'intervention des fonctionnaires de police a permis de calmer une situation tendue et de trouver une solution au problème de M. et Mme G. Ils leur indiquaient les démarches à suivre pour faire valoir leurs réclamations. L'attitude des fonctionnaires de police s'étant rendus à la fourrière a été conforme aux règles de déontologie de la police nationale.

Concernant les dommages causés au véhicule :

La Commission n'est pas compétente pour se prononcer sur l'étendue d'éventuels préjudices causés par une intervention de police. Elle regrette vivement qu'une solution au problème de Mme A.G. n'ait toujours pas été trouvée au jour de son audition par la Commission, le 5 septembre 2007, près de neuf mois après les faits. Elle constate cependant que la plainte de Mme A.G. a été prise en compte par l'IGS, un fonctionnaire de police l'ayant notamment contactée le 4 septembre 2007.

Adopté le 17 mars 2008.

Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission a adressé cet avis pour information au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.